

# "Le cartel PS-CDH est un fait"

- ▶ Didier Reynders livre les clés de la négociation pour un gouvernement définitif.
- ▶ Le débat institutionnel débute la semaine prochaine, en même temps que la confection du budget 2008.
- ▶ La négociation socio-économique suivra en février.

ENTRETIEN  
VINCENT ROCOUR

**D**idier Reynders, vice-Premier ministre et président du MR, s'attend à vivre 3 mois difficiles. Il se dit néanmoins "optimiste" sur les chances de voir aboutir un gouvernement définitif.

## Comment voyez-vous venir les trois prochains mois ? Un enfer ?

Je suis un optimiste de nature. Si on essaye de mettre en place une réforme de l'Etat d'un côté et un programme socioéconomique de l'autre, il faut y travailler. Et j'y travaillerai comme je l'ai fait à l'époque des gouvernements précédents et comme je l'ai fait lors de la tentative de mettre en place l'orange bleue. Mais ce ne sera pas facile. Des faits se sont imposés à nous. On connaissait l'existence en Flandre du cartel CD&V/N-VA. On est maintenant confronté à un nouveau cartel, entre le PS et le CDH. Cela va compter. Nous allons avoir un débat difficile sur le programme socioéconomique, comme on en a connu pendant les 8 années de gouvernement avec le PS. Et nous aurons un débat difficile sur la réforme de l'Etat avec des partis qui ont adopté des positions très fermées : d'un côté, la N-VA va devoir discuter du fédéral et de son financement, et de l'autre, le CDH devra dire ce qu'il est prêt à accepter.

## Le retour du PS au pouvoir, ce n'est pas une défaite pour vous ?

Ce n'est pas une défaite. C'est un fait. Je me doutais avant les élections qu'il y avait des accords entre PS et CDH. J'ai bien constaté que ce cartel était plus fort qu'on l'avait même imaginé.

## Quel est l'agenda du gouvernement intérimaire de Guy Verhofstadt ?

Nous avons présenté vendredi les résultats du budget 2007. Je le signale parce que cela a pu créer un peu de confiance entre partenaires. Le 11 janvier, nous allons commencer le débat sur le budget 2008 de l'Etat. Cela devra être un vrai budget, à l'équilibre, qui ne sera pas encore le programme socioécono-

mique du prochain gouvernement, mais qui devrait en quelque sorte le préfigurer. Nous y travaillerons sans doute jusqu'à la fin février.

Le débat institutionnel sera mené en parallèle. Il devrait commencer dans les prochains jours avec des représentants des différents partis. Yves Leterme va présider ces réunions-là, et moi, j'en serai un peu le n° 2 comme ministre des Réformes institutionnelles. On retrouve le schéma inverse pour les

discussions socioéconomiques : c'est moi qui les mènerai, avec Yves Leterme, le ministre du Budget, comme second.

## Quand débiteront ces discussions socioéconomiques ?

Je viendrai avec des propositions après les vacances de carnaval. Cela ne sert à rien de commencer maintenant. Ces discussions socioéconomiques se feront avec les partis actuellement au gouverne-

ment, mais d'autres pourraient y participer. Je ne vois pas pourquoi exclure Ecolo ou le SP.A là-dessus.

## Le gouvernement "définitif" pourrait être différent du gouvernement provisoire ?

Je ne sais pas qui on retrouvera dans le prochain exécutif. Mais il est vraisemblable que, vu l'existence d'un cartel de part et d'autre de la frontière linguistique, le gouvernement intérimaire soit la base

du gouvernement définitif.

## Allez-vous repartir des accords déjà engrangés par l'orange bleue ?

Je vais en tout cas partir des propositions avec lesquelles il y avait eu des accords assez larges. Je pense aux chapitres sur la politique extérieure, la sécurité, l'immigration. Et sur le plan économique, on a trouvé un accord avec 4 partis qui ont 80 sièges au Parlement. C'est une bonne base. Maintenant, je comprends que le PS ait un certain nombre d'exigences.

## Serez-vous prêt pour le 23 mars ?

Le 23 mars, ce qu'on a prévu, c'est qu'un formateur soit clairement désigné. On verra alors si celui-ci pourra mener sa mission en une journée ou en un mois. Je ne suis pas lié à un délai fixe. Le 23 mars, nous devons en tout cas avoir la confiance d'un certain nombre de partenaires pour mener un programme socioéconomique et la confiance des mêmes, avec peut-être certains autres en dehors du gouvernement, pour mener à bien une réforme de l'Etat. Cela demande quand même des textes assez précis sur ce qu'on veut faire.

## S'il voit le jour, ce gouvernement va tenir combien de temps ?

Certains disent qu'il faudrait voter en 2009 de façon à recoupler les scrutins régionaux et fédéraux. C'est absurde. On aura mis 1 an pour mettre en place un gouvernement définitif qui ne restera que 12 mois, dont 3 à 6 de campagne électorale. Ce n'est plus un gouvernement définitif, ça.

## On y sera vite, au scrutin de 2009...

C'est une perspective importante. La Wallonie et Bruxelles ont besoin de réformes et de changements. Je vois des convergences à gauche entre socialistes et humanistes, avec peu de grands changements annoncés et, à côté de cela, deux formations, MR et Ecolo, qui aspirent à des réformes - mais pas tout le temps les mêmes. Le choix sera plus clair qu'en juin 2007. A l'époque, on avait le pressentiment d'une proximité entre le PS et le CDH. C'est devenu une évidence.

## Seriez-vous tenté de renforcer vos liens avec Ecolo ?

Sur le fond, nous avons des convergences avec Ecolo. Nous en avons sur le plan des pratiques politiques. Nous en avons aussi sur le thème du développement durable. Je préfère investir d'abord dans les économies d'énergie, dans les énergies renouvelables, etc. plutôt que de dire, comme le PS, "on va agir en baissant le prix des énergies fossiles". Ça, c'est une politique qu'on menait il y a 30 ans. Plus personne ne fait cela en Europe. ■



■ Didier Reynders: "En juin 2007, on avait le pressentiment d'une proximité entre le PS et le CDH. C'est devenu une évidence".

TANGUY JOCKHANS